

## COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 23/11/2022  
n°358

### Le gouvernement annonce des mesures de soutien pour favoriser les IPO d'entreprises tech à Paris

Le gouvernement propose de nouvelles mesures de soutien visant à favoriser à long terme les introductions en bourse (IPO) à Paris des acteurs technologiques.

L'objectif est de créer des conditions de marché propices et d'accompagner les entreprises pour les années à venir. L'introduction en bourse est une étape cruciale du développement de ces entreprises innovantes pour leur permettre d'accélérer leur croissance.

Ainsi, pour assurer l'introduction en bourse de licornes, à Paris, le gouvernement va engager trois séries de mesures visant à renforcer l'accompagnement des entreprises innovantes, à améliorer le cadre législatif et à soutenir financièrement, mais de manière très sélective, ces opérations.

Ces actions ont été présentées par Jean-Noël Barrot, ministre délégué chargé de la Transition numérique et des Télécommunications, à l'occasion du Campus Tech Leaders, organisé par Euronext, ce 23 novembre.

Fort de ce soutien, le gouvernement se fixe comme objectif de voir 10 licornes françaises réaliser leur introduction en Bourse, à Paris, d'ici à 2025, dont 2 avec une valorisation supérieure à 5 milliards d'euros.

- **Accompagnement non-financier des entreprises innovantes**

Pour soutenir les startups dans toutes leurs phases de développement, **la mission French Tech continuera à accompagner les entreprises également après leur introduction en bourse.** Jusqu'ici, les programmes d'accompagnement de la mission French Tech ne lui permettaient pas de garder un lien fort avec les startups après leur IPO. Ce sera désormais le cas et les relations avec l'administration seront ainsi maintenues dans la durée avec les entreprises tech cotées.

La Mission French Tech mènera également des actions d'attractivité en mettant davantage en avant les sujets « IPO » et « tech cotée » lors de ses **événements organisés à travers l'Europe.**

Par ailleurs, le gouvernement mettra à contribution l'initiative **Choose France**, pour que l'an prochain, des fonds d'investissement étrangers dédiés à la « tech cotée » soient invités au sommet à Versailles.

De plus, l'initiative Tibi sera renforcée sur le segment coté. Ainsi, si l'initiative Tibi a déjà permis de **recruter 60 spécialistes tech** au sein des fonds labellisés, le gouvernement va fortement inciter les fonds d'investissement à se doter de spécialistes et d'analystes dédiés à la tech cotée.

Des **ateliers dédiés au sujet « tech cotée »** seront également organisés pour renforcer l'attractivité et les compétences au sein de l'écosystème français.

- **Travaux législatifs**

Au niveau européen, le gouvernement français porte des positions ambitieuses auprès de la Commission Européenne et soutient les mesures spécifiques prises en faveur des entreprises innovantes cherchant à se coter dans le cadre du travail en cours sur le **Listing Act**. Une première proposition législative de cette réforme des règles, menée par la Commission Européenne, devrait être publiée avant la fin d'année.

De plus, le gouvernement souhaite lancer l'instruction d'un travail législatif pour encourager les entreprises innovantes à réaliser leur introduction en bourse en France. Il s'agit de mettre en place un cadre autorisant **les droits de vote multiples** sur les sociétés cotées, pour permettre au management des licornes françaises de conserver le contrôle effectif de leurs entreprises après leur cotation (au même titre que pour les entreprises non cotées).

- **Engager une réflexion sur un soutien financier, mais sélectif, aux IPOs**

Le rôle de l'Etat n'est pas de participer à toutes les introductions en bourse, mais il pourra, lorsqu'il l'estime pertinent, utiliser les différents outils à sa disposition pour soutenir certaines opérations.

Une réflexion sera menée pour évaluer la pertinence d'interventions de la sphère publique dans le cadre d'opérations d'IPO, avec une mobilisation mesurée s'appuyant sur des moyens pouvant atteindre plus d'un milliard d'euros:

- **Bpifrance** a prévu de consacrer **500 millions d'euros** pour investir en direct dans des entreprises de la tech dans le cadre de leur introduction en bourse ;
- La **Caisse des Dépôts et Consignations** prévoit également **300 millions d'euros** d'investissement dans de telles opérations ;

Bruno Le Maire, ministre de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique déclare : *« L'introduction en Bourse est une étape indispensable dans le continuum de financements à disposition des entreprises en croissance. L'écosystème de notre pays, fort de ses 27 licornes, doit s'approprier encore davantage cet outil indispensable à l'émergence de champions mondiaux. Je suis à leurs côtés pour que Paris, première place financière européenne, devienne aussi la première place de financements des start-ups. »*

Jean-Noël Barrot, ministre délégué chargé de la Transition numérique et des Télécommunications, déclare : *« Les annonces d'aujourd'hui doivent servir à mobiliser l'ensemble de l'écosystème français et européen, pour assurer que nos licornes puissent s'introduire en bourse sur notre territoire. Cette étape-clé de leur développement doit être accompagnée par des investisseurs et des analystes de qualité. La conjoncture étant actuellement dégradée, c'est bien un chantier de long terme que nous lançons, avec des résultats à évaluer d'ici plusieurs années. »*

[Contacts presse](#)

Cabinet de Bruno Le Maire : 01 53 18 41 20 – [presse.mineco@cabinets.finances.gouv.fr](mailto:presse.mineco@cabinets.finances.gouv.fr)

Cabinet de Jean-Noël BARROT : 01 53 18 43 42 – [presse@numerique.gouv.fr](mailto:presse@numerique.gouv.fr)